Le 28 novembre 2019

Excellence,

J’ai suivi le troisième cycle de l’examen périodique universel (EPU) de la République de Côte d’Ivoire et je voudrais saluer l’engagement constructif de votre Gouvernement durant la 33ème session du Groupe de travail de l’EPU, qui s’est tenue en Mai 2019.


/.

S.E. M. Marcel Amon-Tanoh
Ministre des Affaires Etrangères
République de Côte d’Ivoire
J'encourage également la Côte d'Ivoire à intensifier ses efforts pour mettre en place un mécanisme national d'élaboration des rapports exhaustifs et de suivi des recommandations reçues de tous les mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et des obligations conventionnelles, et de les relier aux Objectifs de Développement Durable. Je recommande fortement l'utilisation du guide pratique de mon Bureau sur ce sujet, qui est disponible sur ce lien: http://www.ohchr.org/Documents/Publications/HR_PUB_16_1_NMRF_PracticalGuide.pdf

Veuillez noter que j'ai fait part de mon avis à tous les États membres au cours du troisième cycle de l'EPU en vue de les aider à mettre en œuvre les recommandations, à la suite de l'examen. Une mesure importante qui peut contribuer positivement à l'action de suivi est le rapport volontaire à mi-parcours. Pour cette raison, j'encourage vivement tous les États membres à présenter un rapport volontaire à mi-parcours deux ans après l'adoption du rapport contenant le résultat de l'EPU. À cet égard, j'encourage la Côte d'Ivoire à envisager de présenter un rapport à mi-parcours sur le suivi du troisième cycle de l'examen, d'ici à 2022.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son rapport de 2017 sur l'activité de l'Organisation (A/72/1, paragraphe 98): « L'examen périodique universel auquel procède le Conseil des droits de l'homme entre maintenant dans un nouveau cycle, et chaque État Membre fera l'objet d'un troisième examen minutieux. Nous ferons en sorte d'accroître la pertinence, la précision et l'utilité des recommandations du Conseil, notamment en aidant davantage les États Membres à les appliquer, en collaborant plus étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies et en mettant en place des mécanismes d'établissement de rapports et de suivi afin de rapprocher l'examen périodique universel de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. »

Je me réjouis à l'idée de discuter avec vous des moyens par lesquels mon Bureau pourrait assister la Côte d'Ivoire dans les domaines identifiés dans la présente lettre et son annexe.

Veuillez accepter, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Michelle Bachelet
Haut-Commissaire aux droits de l'homme

cc.: S.E. Mme. Aïmée Zebéyox
Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Justice, chargé des Droits de l'Homme
Ministère de la justice et des Droits de l'Homme
République de Côte d'Ivoire
Annexe

Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes et organes internationaux de protection des droits de l’homme

- Renforcer le cadre normatif, en accédant aux principaux instruments relatifs aux droits de l'homme et aux autres principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la Côte d'Ivoire n'est pas encore partie, notamment la Convention Internationale pour la Protection de toutes les Personnes contre les Disparitions Forcées, la Convention Internationale sur la Protection des Droits de tous les Travailleurs Migrants et des Membres de leur Famille, le Protocole facultatif à la Convention relative aux Droits de l'Enfant établissant une procédure de présentation de communications, le Protocole facultatif au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, le Protocole facultatif à la Convention contre la Torture et Autres Peines ou Traitements Cruels, Inhumains ou Dégradants, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées, et le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, visant à abolir la peine de mort.

Cadre national des droits de l'homme


Respect des obligations internationales en matière de droits de l’homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

A. Questions touchant plusieurs domaines

Égalité et non-discrimination

- Prendre des mesures renforcées supplémentaires visant à éliminer toutes les formes de discrimination, y compris contre les personnes LGBTI, les personnes atteintes du sida et les personnes souffrant d'albinisme; adopter une législation spécifique interdisant et sanctionnant la discrimination et l'incitation à la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle; et sensibiliser davantage le public à la prévention de toutes les formes de discrimination.

B. Droits civils et politiques

Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

- Incriminer la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants dans le Code pénal.

- Améliorer la gestion administrative des prisons ainsi que les conditions de tous les centres de détention.

- Renforcer les mesures visant à prévenir toutes les formes de violence policière et enquêter efficacement sur les cas de violence, y compris les homicides, la torture et autres formes de mauvais traitements ainsi que la corruption impliquant la police, les forces de sécurité et le personnel pénitentiaire.
Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

- Élaborer une politique globale visant à renforcer le système judiciaire et l'État de droit, y compris l'indépendance et les capacités du pouvoir judiciaire.

- Prendre des mesures visant à réduire le nombre de personnes en détention provisoire sans inculpation fondée, et mettre fin à toutes les détenitions arbitraires.

- Veiller à ce que toutes les initiatives prises dans le domaine de la réconciliation soient conformes aux normes internationales pertinentes relatives aux droits de l'homme, et mener une lutte globale contre l'impunité, notamment en poursuivant tous les auteurs de violations des droits de l'homme et en les rendant responsable de leur actes, et en accordant réparation aux victimes.

- Publier le rapport de la Commission du Dialogue, de la Vérité et de la Réconciliation pour faciliter sa mise en œuvre et mettre en place une procédure d'indemnisations.

C. Droits économiques, sociaux et culturels

Droit à un niveau de vie suffisant

- Renforcer les mesures prises pour lutter contre la pauvreté et le chômage, en particulier dans les zones rurales; mettre en œuvre un plan d'action national afin de mettre des logements à la disposition des plus pauvres; et améliorer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité.

Droit à la santé

- Prendre des mesures visant à fournir des services de santé et des services hospitaliers accessibles, inclusifs et de qualité, en mettant l'accent sur le droit des enfants à la santé par des soins gratuits et ciblés.

- Élaborer un plan d'action national de planification familiale, notamment pour faciliter l'accès des femmes aux services de santé de base et réduire la mortalité maternelle.

Droit à l'éducation

- Adopter des mesures supplémentaires pour améliorer l'accès à un enseignement public inclusif et de qualité, notamment pour garantir la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que l'éducation des personnes handicapées.

D. Droits de groupes ou de personnes spécifiques

Femmes

- Adopter une stratégie nationale visant à protéger les femmes et à promouvoir l'intégration de la dimension de genre, l'autonomisation des femmes, l'abolition de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et garantir la participation égale des femmes à la vie politique et sociale.
• Intensifier les efforts pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, notamment en criminalisant la violence sexuelle et sexiste et les mutilations génitales féminines, et en apportant le soutien nécessaire aux victimes.

Enfants

• Prendre des mesures législatives et pratiques pour garantir les droits des enfants, notamment l'accès à l'éducation, à la santé, et à l'enregistrement des naissances.

• Lutter contre le travail des enfants et promouvoir la protection des enfants contre la vente, la traite et la violence, et s'assurer que les personnes qui se livrent à ces activités soient poursuivies et sanctionnées.

• Renforcer la politique nationale contre les mariages d'enfants et les mariages forcés.

Personnes handicapées

• Veiller à ce que les personnes handicapées soient pleinement intégrées dans le système de l'éducation et de l'emploi.

Résugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes

• Élaborer une stratégie globale visant à répondre aux besoins des déplacés internes et à fournir des solutions durables.

• Mettre en place un mécanisme de réintégration pour les réfugiés qui décident de retourner volontairement.